

Moins de pauvreté, plus d'inégalité

Ces dernières décennies, les inégalités se sont creusées à l'intérieur des États. La facture sociale et politique pourrait être lourde. La Suisse mise sur sa coopération au développement pour inverser la tendance. *Catherine Cudré-Mauroux, Patrick Stadler*

Abrégé Au cours des cinq dernières décennies, l'aide économique au développement a complètement changé d'environnement. D'un côté, l'extrême pauvreté a atteint un niveau historiquement bas et l'inégalité entre les États a diminué. De l'autre, les disparités internes se sont sensiblement accrues. Comme les grandes inégalités peuvent engendrer des coûts sociaux et politiques, la question prend de l'importance dans l'agenda de la coopération internationale. La coopération économique au développement du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) met l'accent sur la croissance durable et inclusive, afin que toutes les couches de la population d'un pays se voient offrir des perspectives.

Conflits armés, crises économiques et flux de réfugiés: les grands titres des médias brossent un tableau sombre de notre monde. On en oublie souvent les énormes progrès accomplis dans le combat contre la misère universelle qu'est l'extrême pauvreté.

Ainsi, le nombre de personnes devant vivre avec moins de 1,90 USD par jour a diminué de moitié au cours des quinze dernières années. Quelque 10 % de la population mondiale se trouve aujourd'hui dans une situation d'extrême pauvreté. Au XIX^e siècle, cette proportion dépassait encore 80 % (voir *illustration 1*). Rappelons également les progrès réalisés en matière de mortalité infantile. Celle-ci est, désormais, quatre fois inférieure à ce qu'elle était il y a cinquante ans¹.

Le revenu moyen en Europe, il y a 200 ans, équivalait à celui que l'on constate actuellement dans les pays les plus pauvres d'Afrique. À cette époque, presque toute la population mondiale était pauvre (voir *illustration 2*). En 1970, après plus d'un siècle d'industrialisation, le contexte avait radicalement changé. Le monde était désormais divisé en pays développés et pays pauvres (ce qui évoque graphiquement les bosses d'un chameau). Cinquante ans plus tard, au tournant du millénaire, le chameau s'est mué en dromadaire. La distinction claire entre monde développé et en développement appar-

tient au passé. À l'échelle mondiale, le revenu a fortement augmenté et se répartit de manière plus égalitaire.

Les inégalités à l'intérieur des États augmentent

Il faut toutefois se garder de tout optimisme, car une nouvelle tendance se dessine depuis les années quatre-vingts. Si les inégalités internationales ont légèrement faibli ces 25 dernières années, les disparités à l'intérieur des États ont fortement augmenté². Des économies émergentes, comme la Chine ou l'Inde, ont certes enregistré pendant longtemps des taux de croissance élevés, ce qui a contribué à réduire la pauvreté. En même temps, le fossé entre les différentes couches sociales n'a cessé de se creuser. Comme le constate Angus Deaton, prix Nobel d'économie, l'inégalité croissante découle du progrès économique de ces dernières décennies³. Dans un pays émergent, l'amélioration du niveau de vie ne bénéficie en effet pas de la même manière ni en même temps à tous les habitants.

La mondialisation économique a surtout profité aux couches aisées. Le Credit Suisse estime

1 Roser (2015a).

2 Milanovic et Lakner (2015) ainsi que Anand et Segal (2014).

3 Deaton (2013): «Les inégalités dérivent souvent du progrès. Tout le monde ne s'enrichit pas au même moment et tout le monde n'accède pas immédiatement aux dispositifs vitaux les plus récents, tels que l'eau pure, les vaccins ou de nouveaux médicaments destinés à prévenir les maladies cardiaques» (traduction de la rédaction).

4 Piketty (2013/14).

5 FMI (2015).

6 Revenu par personne inférieur à 1,90 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat, 2011).

Objectifs de développement 2017–2020 du Seco

Le Secrétariat d'État à l'économie veut instaurer une croissance durable et inclusive dans les pays partenaires à travers quatre objectifs d'impact. Ceux-ci trouvent leur origine dans l'Agenda 2030 pour le développement durable et reflètent la position du Seco, en tant que centre de compétences économique de la Confédération:

- institutions et prestations efficaces;
- emplois plus nombreux et meilleurs;
- commerce renforcé et compétitivité améliorée;
- économie à faible taux d'émissions et à forte résilience climatique^a.

a La résistance aux chocs climatiques constitue le deuxième axe du Seco dans le domaine climatique.

que 0,7 % de la population possède un peu plus de la moitié de la richesse mondiale. En comparaison, les deux tiers inférieurs en détiennent moins de 3 % (voir *illustration 3*).

Les questions de répartition figurent ainsi parmi les préoccupations majeures des agendas politiques depuis quelques années. De nombreux observateurs parlent de défis structurels à surmonter. Selon l'économiste français Thomas Piketty, par exemple, la croissance des inégalités dans les économies développées est imputable au rendement du capital, qui est supérieur à la croissance économique⁴. Autrement dit, les salaires progressent à une vitesse inférieure, ce qui désavantage la majorité de la population. De récentes analyses des économistes du Fonds monétaire international (FMI) révèlent que les disparités ont non seulement un impact négatif sur le plan social et politique, mais qu'ils risquent aussi de grever la croissance à plus long terme⁵.

Le fossé entre les riches et les pauvres s'élargit. Rickshaws en Inde.

La Banque mondiale prend les devants avec la « prospérité partagée »

L'inégalité qui s'aggrave dans de nombreux pays affecte aussi la coopération internationale. Après s'être longtemps concentrés sur la réduction de la pauvreté et des risques globaux, tels que le changement climatique, les acteurs du développement se préoccupent davantage des conséquences que pourraient avoir les disparités croissantes.

La stratégie de « prospérité partagée », adoptée en 2013 par la Banque mondiale, est exemplaire à ce sujet. Son ambition est de surmonter l'extrême pauvreté⁶ à l'horizon 2030 ou tout au moins de la réduire à quelques points de pourcentage. Elle veut aussi sensiblement améliorer le niveau de vie pour la couche des 40 % inférieurs, tous pays confondus, afin de réduire le fossé entre les riches et les pauvres.



KEYSTONE

La croissance inclusive comme but

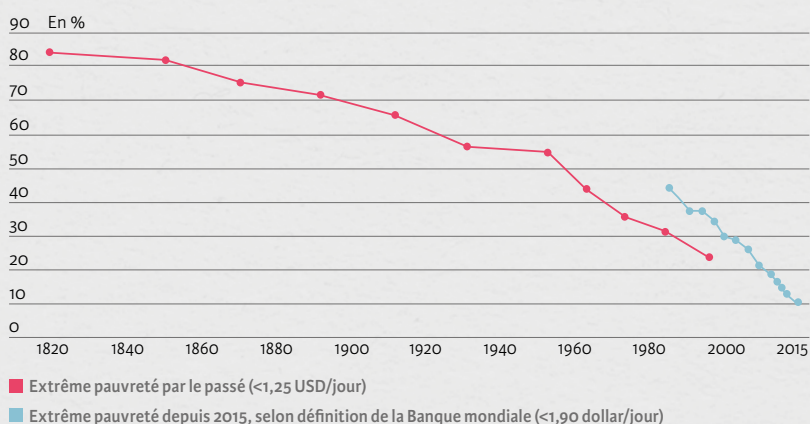
Dans sa stratégie 2017–2020, la coopération économique au développement du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) se concentre aussi davantage sur les disparités. Il s'agit désormais de favoriser une « croissance durable et inclusive ». La première caractéristique intègre les aspects sociaux et écologiques, sans mettre en danger la prospérité des générations futures (voir *encadré*). La seconde, soit la « croissance inclusive », est une nouveauté qui vise à offrir des perspectives, notamment par le biais d'emplois, à toutes les couches de la population dans les pays partenaires du Seco⁷.

La croissance durable et inclusive a besoin d'institutions et de prestations efficaces bénéficiant à toutes les couches de la population. Sans sécurité juridique ou approvisionnement sûr en énergie, les petites entreprises peinent à faire marcher leurs affaires et à créer des emplois. L'utilisation responsable des finances et investissements publics ainsi qu'un secteur financier bien développé bénéficient à l'économie d'un pays, ce qui réduit la pauvreté. À titre d'exemple, le Seco aide le Ghana à construire un système fiscal efficace et équitable, en lui fournissant une expertise et une infrastructure informatique. Cela permet d'améliorer les recettes de l'État et de répartir la charge fiscale sur une base plus large⁸.

Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité sont essentiels pour un développement économique qui profite au plus grand nombre. De toute évidence, travailler dans la dignité est le meilleur remède contre la pauvreté. Pour que de nouveaux emplois voient le jour, il faut un climat des affaires favorable, mais aussi des sources de financement et de la main-d'œuvre qualifiée. Les emplois doivent aussi remplir des conditions minimales pour garantir un environnement sûr et respectueux de la dignité humaine. Par l'intermédiaire de la société financière de développement Swiss Investment Fund for Emerging Markets (Sifem), le Seco investit dans des PME de pays en développement ou émergents, leur permettant ainsi de prospérer et de créer des emplois.

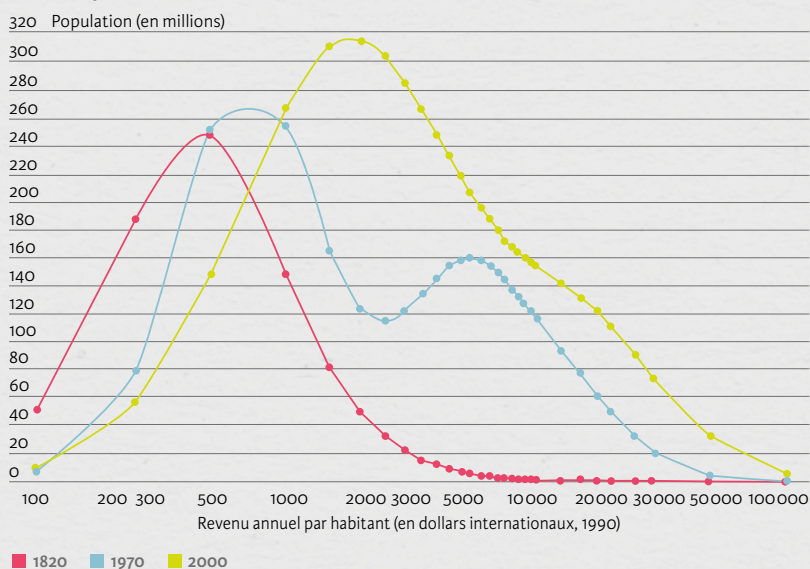
Pour assurer une croissance à plus long terme, il faut davantage d'échanges et de com-

III. 1. Proportion de pauvres dans la population mondiale



ROSER (2015A), BOURGUIGNON/MORRISON (2002), BANQUE MONDIALE (2015) / LA VIE ÉCONOMIQUE

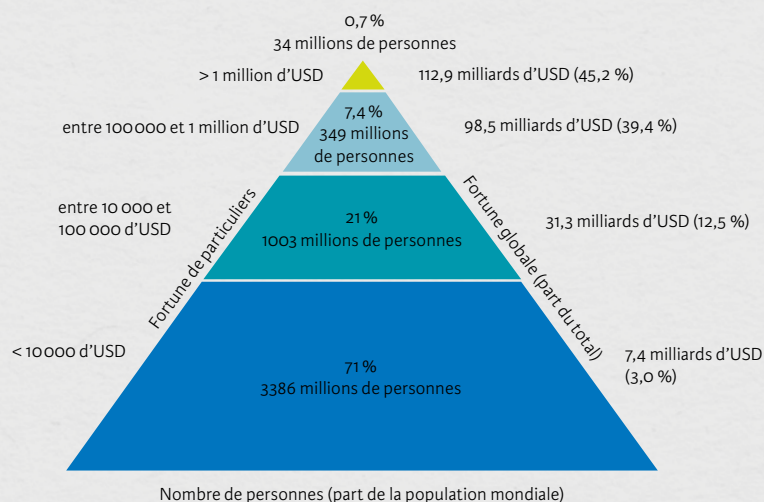
III. 2. Répartition du revenu dans le monde en 1820, 1970 et 2000



ROSER (2015B), OCDE (2014) / LA VIE ÉCONOMIQUE

Le revenu annuel de la population est indiqué en « dollars internationaux » pour tous les pays. Cette monnaie fictive de référence repose sur un panier mesuré en USD (1990).

III. 3. Répartition mondiale des valeurs patrimoniales (2015)



JAMES DAVIES, RODRIGO LLIBERAS ET ANTHONY SHORROCKS, CREDIT SUISSE GLOBAL WEALTH DATABOOK 2015 / LA VIE ÉCONOMIQUE

pétitivité. Or, les pays en développement sont souvent exclus des maillons générateurs de profits dans les différentes chaîne de valeur ajoutée. Aujourd'hui, les biens parcourent en effet des filières complexes à travers différents pays avant d'atteindre le consommateur. Un cadre économique adéquat contribue à améliorer progressivement la productivité des PME. Les étapes à forte valeur ajoutée se pratiquent ainsi davantage sur place. Pour ces raisons, le Seco renforce les capacités de gestion des petits producteurs de cacao – en Indonésie notamment – et s'efforce ainsi de stabiliser leurs revenus.

Le changement climatique affecte davantage les villes

Face aux défis du changement climatique, une économie à faible taux d'émissions et à forte résilience climatique est capitale. Les pays en développement sont particulièrement exposés et l'impact des chocs climatiques y est plus fort que dans les pays développés. Par surcroît, les populations les plus démunies sont les premières touchées par les inondations et autres catastrophes.

Les stratégies dans ce domaine comprennent des mesures destinées aussi bien à réduire les gaz à effet de serre qu'à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Au centre de ce dispositif, on retrouve les villes, car elles

produisent d'importantes émissions affectant le climat et leur population. Or, celle-ci ne cesse de croître. Au Tadjikistan, le Seco a œuvré pour un accès fiable et durable à l'électricité. Le réseau énergétique a été assaini, ce qui a notamment réduit les pertes d'énergie. Grâce à des subventions, les plus démunis ont aussi bénéficié d'un meilleur accès à l'électricité.

Pour conclure, rappelons que les disparités peuvent être considérées comme inhérentes aux progrès économiques de ces dernières décennies. Avec leurs coûts sociaux et politiques potentiellement élevés, ces inégalités constituent un défi que les pays en développement mettront du temps à surmonter. La coopération internationale de la Suisse, en particulier le Seco, les accompagne sur leur chemin.

- 7 Pays prioritaires au Sud : Indonésie, Vietnam, Égypte, Ghana, Afrique du Sud, Tunisie, Colombie et Pérou. À l'Est : Albanie, Serbie, Kirghizstan, Tadjikistan, Ukraine.
- 8 Les exemples reposent sur d'anciens projets ou des projets en cours où la croissance inclusive joue déjà un rôle prépondérant. Voir aussi l'article d'Alain Bühlmann, Stephan Leiser et Mike Ducker tout comme celui de Franziska Spörri et Sibylle Hägler dans ce numéro.



Catherine Cudré-Mauroux

Secteur Politique et qualité, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Patrick Stadler

Collaborateur scientifique, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Bibliographie

Anand Sudhir et Segal Paul, *The Global Distribution of Income*, International Development Institute Working Paper 2014-01, Londres, 2014.

Bourguignon François et Morrisson Christian, « Inequality among World Citizens: 1820–1992 », *The American Economic Review*, 92, 4, septembre 2002.

Deaton Angus, *The Great Escape: Health, Wealth, and the Origins of Inequality*, Princeton, 2013.

FMI, *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*, IMF Staff Discussion Note, Washington D. C., 2015

Milanovic Branko et Lakner Christoph, « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », *The World Bank Economic Review*, 12 août 2015.

OCDE, *How Was Life? Global Well-being since 1820*, Paris, 2014.

Piketty Thomas, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, 2013/2014.

Roser Max, *Child Mortality*, Oxford, 2015a, Ourworldindata.org.

Roser Max, *Inequality between World Citizens*, Oxford, 2015b, Ourworldindata.org.

Banque mondiale, *Global Monitoring Report 2015/2016*, Washington, 2015.